

Les coûts de conformité à la fiscalité des firmes et des individus : une recension des écrits

François Vaillancourt

Volume 75, Number 1-2-3, mars-juin-septembre 1999

L'économie publique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/602290ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/602290ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Vaillancourt, F. (1999). Les coûts de conformité à la fiscalité des firmes et des individus : une recension des écrits. *L'Actualité économique*, 75(1-2-3), 215–237. <https://doi.org/10.7202/602290ar>

Article abstract

This paper presents the results of 15 studies examining the tax compliance costs of businesses and individuals. We find that costs decrease with the size of businesses and increase with the complexity of revenue sources.

LES COÛTS DE CONFORMITÉ À LA FISCALITÉ DES FIRMES ET DES INDIVIDUS : UNE RECENSION DES ÉCRITS*

François VAILLANCOURT

CRDE

*et Département de sciences économiques,
Université de Montréal*

RÉSUMÉ – Ce texte présente les résultats de 15 études traitant des coûts encourus par les firmes ou par les individus de se conformer aux exigences fiscales. On constate que les coûts décroissent avec la taille des firmes et croissent avec la complexité des sources de revenus.

ABSTRACT – This paper presents the results of 15 studies examining the tax compliance costs of businesses and individuals. We find that costs decrease with the size of businesses and increase with the complexity of revenue sources.

INTRODUCTION

L'objectif de ce texte est de présenter la méthodologie et les résultats d'études récentes (1986-1997) sur les coûts privés de se conformer aux exigences de l'État en matière de perception de la fiscalité (ci-après coûts de conformité). Ceci est intéressant, car la dernière recension de ces études, qui s'arrête en 1985, remonte à 1987 (Vaillancourt, 1987), et les travaux de Sandford (1989, 1995) n'ont pas comblé ce vide, étant soit trop vieux ou ne cherchant pas à faire une recension systématique du sujet. Nous recensons un total de 15 études dont quatre traitent à la fois de firmes et d'individus et apparaissent donc dans deux parties du texte. Ces études ont été identifiées par l'auteur à l'aide des travaux de Sandford et de discussions avec ce pionnier du domaine. Nous n'avons pas retenu les études faites auprès d'un petit nombre d'entreprises (Plamondon, 1993, résumé dans Wurts, 1995; Wallschutsky, 1994), car elles visent plus à expliquer qu'à mesurer

* L'auteur remercie N. Marceau et P. Pestieau pour des commentaires sur une première version de ce texte et C. Sandford pour ses conseils.

les coûts de perception. Nous avons également écarté les études portant sur des aspects très spécifiques de l'imposition tels que la perception des péages autoroutiers (Friedman et Waldfogel, 1995) et les crédits d'impôts scientifiques (Gunz, Macnaughton et Wensley, 1995) et celles mettant à jour des résultats existants sans faire appel à une nouvelle enquête (National Audit Office, 1994) ou présentant une évaluation qualitative et non pas quantitative des coûts de perception (Erard, 1997). Ce texte se divise en trois parties. Dans la première, nous traitons des choix méthodologiques, dans la deuxième, des études portant sur les coûts des entreprises, et dans la troisième, des coûts des individus.

1. CHOIX MÉTHODOLOGIQUES

Tout chercheur menant une étude des coûts de conformité doit :

- définir les coûts à mesurer;
- déterminer si on peut les isoler;
- choisir une période de temps et une aire géographique;
- établir la population visée et tirer un échantillon;
- choisir une méthode de cueillette de données.

Examinons ces choix à tour de rôle.

Définition des coûts

Ici, il faut tout d'abord faire la distinction entre les coûts psychiques (inconfort, déplaisir) et les coûts en ressources de conformité. Aucune étude ne mesure les coûts psychiques bien que plusieurs notent leur existence. Quant aux coûts en ressources, il s'agit des coûts internes (travail, frais généraux) et externes (expertise comptable ou juridique) encourus pour, et entièrement pour, se conformer à cette législation.

Isolation des coûts

Les activités de gestion financière d'une entreprise peuvent avoir plus d'un but. Ainsi, certaines données financières peuvent être produites à la fois à des fins de gestion interne, d'information des marchés et acteurs (banques) financiers et aux fins de conformité, ce qui crée un problème de mesure des coûts strictement dus à la fiscalité. De plus, les données utilisées à des fins de fiscalité peuvent l'être pour plus d'un impôt ou d'une taxe. Pour solutionner le premier problème, les chercheurs utilisent des questions qui attirent l'attention des répondants sur ceci et leur demandent d'être le plus précis possible. Pour solutionner le second problème, une approche utilisée est de mesurer les coûts de l'ensemble approprié des taxes ou impôts.

Période de temps/aire géographique

Une fois les coûts bien définis, il faut établir pour quelle période de temps on veut les recueillir. La pratique usuelle est de les recueillir pour une année, soit civile, soit fiscale, de façon à mesurer les coûts associés à l'ensemble des activités pertinentes. On doit cependant noter qu'il faut, dans la mesure du possible, choisir une année représentative et en particulier éviter les années où l'on change les règles fiscales, si on ne veut pas confondre coûts récurrents et coûts de transition, ces derniers étant temporaires et plus élevés.

On doit également choisir l'aire géographique visée. Ainsi, veut-on connaître les coûts des résidents d'un pays ou de tous les individus qui complètent une déclaration d'impôt de ce pays, quel que soit leur lieu de résidence? Veut-on inclure l'ensemble des revenus ou seulement les revenus domestiques?

Population cible et échantillon

La population cible est l'ensemble des agents privés responsables du paiement ou de la perception des impôts et taxes étudiés. Elle sert de base échantillonnale et est préférablement établie à l'aide de listes officielles fournies par les autorités fiscales. Si cela n'est pas possible, il faut alors faire appel à des sources privées d'information pour établir la base échantillonnale. À partir de celle-ci, on doit alors tirer un échantillon. Dans le cas des entreprises, il est usuellement indiqué d'utiliser un échantillon par strates pour s'assurer de bien représenter les grandes entreprises, peu nombreuses mais importantes au point de vue fiscal. Dans le cas des individus, un échantillon aléatoire est approprié.

Méthode de cueillette des données

Hormis l'observation directe qui a été utilisée au début des travaux sur les coûts de perception (Vaillancourt, 1987), ce sont les enquêtes (postale, téléphonique et face-à-face) qui sont les instruments appropriés de collecte des données. Il n'y a pas consensus entre les experts (Sandford, 1995) sur la façon optimale de procéder mais, en règle générale, l'enquête postale est utilisée pour les travaux auprès des entreprises et soit celle-ci, soit l'entrevue face-à-face pour les travaux auprès d'individus. L'enquête postale coûte moins cher par questionnaire complété que l'enquête face-à-face et permet un meilleur suivi par les responsables de l'étude. Par contre, elle a un taux de réponses beaucoup plus faible et produit souvent un échantillon biaisé, ce que l'on peut corriger en partie par une pondération *ex post*.

Ayant présenté les choix méthodologiques, tournons-nous vers les études faites depuis 1985.

2. LES COÛTS ENCOURUS PAR LES ENTREPRISES

Nous traitons de 12 études sur les coûts de conformité des entreprises à l'aide de trois tableaux portant respectivement sur la méthodologie des études, les résultats obtenus et, lorsque possible, la relation entre la taille des entreprises et les coûts de perception. Les deux premières colonnes de chaque tableau indiquent, d'une part, les noms des auteurs de l'étude, son année de diffusion/publication et le pays étudié et, d'autre part, les impôts ou taxes étudiés. Le tableau 1 compte six autres colonnes. On y indique : 1) la méthode de cueillette des données et l'année visée, 2) la taille et la nature de l'échantillon, 3) le taux de couverture, soit le ratio nombre de questionnaires complétés/population cible, 4) le taux de réponse, soit le ratio nombre de questionnaires complétés/échantillon, 5) la définition des coûts, et 6) leur mode de calcul. Certaines études ne précisent pas tous ces éléments. Le tableau 2 compte trois autres colonnes, soit : 1) les coûts en % d'un indicateur de taille; 2) les coûts par rapport au PIB (lorsque disponible); 3) les principales conclusions de l'étude. Finalement, le tableau 3 précise les variables utilisées pour établir la relation coût-taille et la relation obtenue.

TABLEAU 1

CADRE MÉTHODOLOGIQUE DES ÉTUDES DES COÛTS DE CONFORMITÉ ENCOURUS PAR LES ENTREPRISES
(CLASSÉES PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE)
1985-1997

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Méthode (année des données)	Taille/nature de l'échantillon	Taux de couverture	Taux de réponses	Définition des coûts	Évaluation des coûts
Brown et Vaillancourt (1986) Canada	• Taxe fédérale de vente du manufacturier	• face-à-face • sondage postal (1985)	• 36 grandes entreprises manufacturières • 1 600 petites entreprises manufacturières • échantillon tiré d'une liste fournie par Revenu Canada	47 % 2,8 %	60 % 11 %	• temps du personnel • expertise externe • utilisation ordinateurs, équipements, communications, etc.	• salaires des employés • honoraires payés à une expertise externe • autres dépenses reliées à l'utilisation des équipements
Vaillancourt (1989) Canada	• Impôt sur le revenu personnel et taxes sur la masse salariale	• sondage postal (1986)	• 4 196 employeurs • échantillon tiré d'une étude d'un bureau de crédit (Dunn et Bradstreet)	–	9 %	• temps du personnel • expertise externe • utilisation ordinateurs, équipements, communications, etc.	• salaires des employés • honoraires payés à une expertise externe • autres dépenses reliées à l'utilisation des équipements
Sandford, Godwin et Hardwick (1989) Royaume-Uni	• TVA, impôt sur le revenu corporatif	• sondage postal (1987)	• 3 000 entreprises • échantillon tiré de listes fournies par l'administration fiscale	0,04 %	23 %	• temps : – propriétaires, directeurs et partenaires – autres employés • expertise externe • autres coûts internes	• valeur du temps des propriétaires, directeurs et partenaires • salaires des employés • honoraires payés à une expertise externe • autres dépenses

TABLEAU 1 (suite)

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Méthode (année des données)	Taille/nature de l'échantillon	Taux de couverture	Taux de réponses	Définition des coûts	Évaluation des coûts
Sandford et Hasseldine (1992) et Hasseldine (1995) Nouvelle-Zélande	<ul style="list-style-type: none"> • P.A.Y.E., FBT et autres impôts retenus à la source • GST, impôt sur le revenu des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • sondages postaux avec suivi téléphonique pour vérification de certains chiffres (1991) • échantillons mutuellement exclusifs 	<ul style="list-style-type: none"> • 4 743 employeurs • 9 541 entreprises • échantillons tirés de listes fournies par <i>Inland Revenue</i> 	<ul style="list-style-type: none"> 3,2 % 2,7 % 	<ul style="list-style-type: none"> 40 % 31 % 	<ul style="list-style-type: none"> • temps : <ul style="list-style-type: none"> – propriétaires, directeurs et partenaires – autres employés • conseillers externes réguliers et occasionnels • autres coûts internes 	<ul style="list-style-type: none"> • salaires versés à l'intérieur de l'entreprise • honoraires pour consultation externe • autres dépenses reliées à des coûts internes
Pope, Fayle et Chen (1993a,b, 1994) et Pope (1995) Australie	<ul style="list-style-type: none"> • P.A.Y.E., FBT, PPS • WST • Impôt sur le revenu des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • envoi postal (1989-1990) • envoi postal (1990-1991) • envoi postal (1990-1991) 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 739 entreprises • 2 467 entreprises • 2 531 entreprises • échantillons tirés du bottin téléphonique 	<ul style="list-style-type: none"> 0,14 % 1,0 % 0,27 % 	<ul style="list-style-type: none"> 27 % 24 % 34 % 	<ul style="list-style-type: none"> • temps : <ul style="list-style-type: none"> – propriétaires, directeurs et partenaires – employés département de comptabilité • expertise externe • utilisation des équipements 	<ul style="list-style-type: none"> • coût du temps évalué par le salaire horaire pour chaque niveau hiérarchique • honoraires versés aux conseillers externes • coûts monétaires de l'équipement utilisé
Allers (1994, 1995) Hollande	<ul style="list-style-type: none"> • Ensemble des taxes perçues par ou auprès des entreprises (taxes sur la masse salariale, TVA, impôt corporatif, impôt personnel, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • sondage postal (1990) 	<ul style="list-style-type: none"> • 5 393 entreprises • échantillon stratifié selon le secteur et la taille tirés des membres des chambres de commerce 	<ul style="list-style-type: none"> 0,18 % 	<ul style="list-style-type: none"> 20 % 	<ul style="list-style-type: none"> • temps : <ul style="list-style-type: none"> – propriétaires, directeurs et partenaires – autres employés • expertises externes (comptables et autres) • coût de la détention du montant de la taxe • autres coûts (psychologiques) 	<ul style="list-style-type: none"> • salaires tels qu'estimés par les répondants • honoraires • autres dépenses • bénéfice généré par le flux de la taxe, calculé sur la base du taux d'intérêt

TABLEAU 1 (suite)

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Méthode (année des données)	Taille/nature de l'échantillon	Taux de couverture	Taux de réponses	Définition des coûts	Évaluation des coûts
Malmer (1995) Suède	• TVA et impôt retenu à la source (revenu personnel, masse salariale)	• sondage postal (1993)	• 936 • échantillon obtenu après filtrage téléphonique de 1 474 entreprises tirés des listes officielles (5-499 employés)	–	64 %	• temps des employés • coûts de l'aide externe	• salaires payés à l'intérieur de l'entreprise • honoraires pour consultation externe • autres dépenses reliées à l'utilisation des équipements, des ordinateurs, etc. • bénéfice généré évalué par le taux d'intérêt sur le montant de la taxe détenue
Slemrod et Blumenthal (1996) États-Unis	• Impôt sur le revenu corporatif, fédéral et étatique	• sondage postal (1992)	• 1 672 grandes entreprises sujettes au <i>Coordinated Examination Program</i> de l'IRS – 1 329 en activité	–	28 %	• temps du personnel employé à : – collecter les informations nécessaires – compléter les déclarations – consulter une expertise externe (auditions, appels, etc.) – planifier et gérer le processus fiscal	• salaires des employés • honoraires payés à une expertise externe
Ariff, Zubaidah et Loh (1997) Singapour	• Impôt sur le revenu corporatif	• sondage postal (1995)	• 234 firmes inscrites à la Bourse de Singapour	–	26 %	• coûts internes • coûts externes	–

TABLEAU 1 (suite)

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Méthode (année des données)	Taille/nature de l'échantillon	Taux de couverture	Taux de réponses	Définition des coûts	Évaluation des coûts
Erard (1997) Canada	• Impôt sur le revenu corporatif et sur le capital	• sondage postal (1996)	• 250 firmes canadiennes membres du <i>Tax Executive Institute</i>	–	24 %	• dépenses en main-d'oeuvre et en frais généraux • dépenses externes	• salaires et frais généraux • honoraires
Evans, Ritchie, Tran-Nam et Walpole (1997) Australie	• Ensemble des impôts et taxes fédérales	• sondage postal (1995)	• 8 039 travailleurs autonomes (<i>sole trader</i>) et entreprises	0,13 %	31 %	• temps du personnel par catégorie détaillée • dépenses externes	• coûts détaillés par activité/employé
Plamondon (1997) Canada	• Ensemble des impôts et taxes	• sondage téléphonique (1997)	• 3 082 petites entreprises • ventes < 5 millions	–	41 %	• dépenses en main-d'oeuvre • dépenses externes	• coûts globaux

NOTES : P.A.Y.E. : Pay as you earn –mécanisme de perception à la source,
 FBT : Fringe Benefit Tax – impôt sur les avantages sociaux,
 PPS : Prescribed Payment System – acompte de travailleurs autonomes,
 WST : Wholesale Tax – impôt sur les transactions en gros,
 GST : Goods and Services Tax (équivalent à TVA).

TABLEAU 2

PRINCIPALES CONCLUSIONS DES ÉTUDES DES COÛTS DE CONFORMITÉ ENCOURUS PAR LES ENTREPRISES
1985-1997

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Moyenne des coûts en %	Part du coût dans l'output	Conclusions de l'étude
Brown et Vaillancourt (1986) Canada	• Taxe fédérale de vente	• 0,67 % du revenu de TFV pour les grandes firmes • 2,775 % pour les petites firmes	0,16 % du PNB	• les coûts de perception exprimés en % du chiffre d'affaires diminuant quand celui-ci augmente • les coûts augmentent avec le degré de complexité (nombre de taux, d'exemptions réclamées, de prix appliqués)
Vaillancourt (1989) Canada	• Impôt sur le revenu personnel	• 0,1 % du revenu de l'entreprise avant impôt • 3,5 % des impôts et taxes	0,54 % du PIB	• les coûts de perception exprimés en pourcentage du revenu de l'entreprise diminuent lorsque la taille de celle-ci augmente. On observe la même corrélation lorsque la taille est mesurée par le nombre d'employés, le nombre de formulaires T4 remplis, le nombre de juridictions fiscales, le niveau des coûts
Sandford, Godwin et Hardwick (1989) Royaume-Uni	• TVA	• 3,69 % du revenu de la TVA • 0,69 % du chiffre d'affaires taxable	0,24 % du PIB	• les coûts de perception en % diminuent lorsque la taille augmente pour tout type d'impôt • les grandes firmes financent ces coûts par les gains de liquidité associés à ces impôts
Sandford et Hasseldine (1992) Nouvelle-Zélande	• P.A.Y.E. • FBT et autres impôts retenus • GST • Impôt sur le bénéfice	• 1,92 % du revenu de P.A.Y.E. • 1,73 % du revenu de FBT • 7,3 % du revenu de GST	2,5 % du PIB (ensemble des taxes étudiées)	• les coûts de perception sont très régressifs; le fardeau de ces coûts est significativement plus lourd pour les petites entreprises • plus la procédure d'acquittement d'un impôt est facile à gérer, moins les coûts de perception qui lui sont associés sont élevés
Pope, Fayle et Chen (1993a,b, 1994) et Pope (1995) Australie	• P.A.Y.E., FBT, PPS • Impôt sur le revenu des entreprises • WST	• 13,8 % du revenu de l'impôt sur le revenu personnel et corporatif • 1,9 % du revenu de la WST	2,1 % du PIB (ensemble des taxes étudiées)	• les coûts associés aux taxes d'affaires en % diminuent lorsque la taille de l'entreprise augmente • l'impôt sur le revenu des entreprises est particulièrement coûteux

TABLEAU 2 (suite)

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Moyenne des coûts en %	Part du coût dans l'output	Conclusions de l'étude
Allers (1994) Hollande	• Toutes les taxes d'affaires	• 4 % du revenu des taxes	1,5 % du PIB	<ul style="list-style-type: none"> • l'impôt sur le revenu retenu à la source et la TVA sont responsables à 70 % des coûts de perception des taxes d'affaires • les coûts de perception baissent lorsque la taille de l'entreprise (mesurée par le chiffre d'affaires) augmente • les coûts varient selon le secteur économique, fait largement attribué à la présence de différentes classes de taille des firmes par secteur • seul le secteur de commerce affiche des coûts relativement élevés dans différentes classes de taille
Malmer (1995) Suède	• TVA et impôts retenus à la source	• 1,2 % du revenu des taxes	0,3 % du PIB	<ul style="list-style-type: none"> • les petites entreprises (la taille étant mesurée par le nombre d'employés) subissent des coûts considérablement supérieurs à ceux encourus par les grandes entreprises (les 2/3 des coûts de perception de la TVA et de l'impôt sur le revenu personnel pèsent sur les entreprises de moins de dix employés) • le coût de perception de la TVA est plus que le double de celui associé aux impôts
Slemrod et Blumenthal (1996) États-Unis	• Impôt sur le revenu corporatif	<ul style="list-style-type: none"> • 3,2 % du revenu de l'impôt total • 2,6 % du revenu de l'impôt fédéral • 5,6 % du revenu de l'impôt de l'État 	n.d.	<ul style="list-style-type: none"> • les plus grandes entreprises affichent les coûts les plus élevés, mais réalisent des économies d'échelle qui font que le coût unitaire décroît avec la taille • les industries primaires encourrent des coûts supérieurs à ceux encourus dans les autres secteurs de l'économie • la réforme fiscale de 1986 a introduit une réglementation jugée plus complexe, ce qui a entraîné des coûts de perception plus importants
Ariff, Zubaidah et Loh (1997) Singapour	• Impôt sur le revenu corporatif	• 3,0% du chiffre d'affaires	n.d.	–
Erard (1997) Canada	• Impôt corporatif fédéral et provincial	• 0,03 % des recettes brutes ou 97 \$ CA par employé	n.d.	<ul style="list-style-type: none"> • le secteur des ressources naturelles a des coûts plus élevés • les coûts augmentent avec le nombre de provinces à qui l'entreprise paie de l'impôt

TABLEAU 2 (suite)

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Moyenne des coûts en %	Part du coût dans l'output	Conclusions de l'étude
Evans, Ritchie, Tran-Nam et Walpole (1997) Australie	• Ensemble des impôts et taxes	• 18 % des recettes fiscales • 9,8 % des impôts et des taxes perçues	1,94 % du PIB	• P.A.Y.E. et WST ont des coûts moins élevés que PPS ou FBT
Plamondon (1997) Canada	• Ensemble des impôts	• 2,55 % des ventes	n.d.	• les taxes de vente sont la source la plus courante de difficultés

NOTE : n.d. (non disponible).

TABLEAU 3
RELATION ENTRE LES COÛTS DE CONFORMITÉ ENCOURUS ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE
1985-1997

Auteur (année)/lieu	Impôt, taxe étudié	Indicateur du coût (ratio)	Relation coût-taille							
			Taille (Groupe) Ratio (%)	Petits manufacturiers		Gros manufacturiers				
Brown et Vaillancourt (1986) Canada	• Taxe fédérale de vente	• Coût/chiffre d'affaires taxable		0,12		0,055				
Vaillancourt (1989) Canada	• Impôt sur le revenu personnel retenu à la source	• Coût/revenu de l'entreprise avant impôt	Taille (Groupe) Ratio (%)	Petite 3,36	Moyenne 0,72	Grande 0,64				
Sandford, Godwin et Hardwick (1989) Royaume-Uni	• TVA	• Coût/chiffre d'affaires taxable	Taille (£) 000 Ratio (%)	0-20,5 1,94	20,5-49,9 0,78	50-99,9 0,52	100-499,9 0,42	500-999 0,26	1 000-9 999,9 0,04	10 000+ 0,003
Sandford et Hasseldine (1992) Nouvelle-Zélande	• P.A.Y.E., FBT et autres impôts retenus à la source	• Coût/chiffre d'affaires	Taille (\$) Ratio (%)	< 30 000 13,4	30-100 00 6,5	100-250 000 4,2	250-500 000 2,4	500 000-1 million 1,5		
			Taille (\$) Ratio (%)	1-2 millions 1,2	2-10 millions 0,4	10-50 millions 0,09	> 50 millions 0,03			
Pope, Fayle et Chen (1993a,b, 1994) et Pope (1995) Australie	• Impôt sur le revenu des compagnies • P.A.Y.E.	• Coût/chiffre d'affaires en % de P.A.Y.E. • Coût par nombre d'employés	Taille (\$ millions) Ratio (%)	< 0,5 4	0,5-1 1,3	1-2 0,3	2-5 0,2	5-10 0,4		
			Taille (#) Ratio (%)	1-5 6,5	6-10 4,7	11-20 3,5	21-50 1,5	51-100 0,7	101-500 0,5	500+ 0,05
Malmer (1995) Suède	• Impôts retenus à la source • TVA	• Coût par nombre d'employés • Coût par nombre d'employés	Taille (#) Couronnes suédoises	1-4 n.a.	5-9 1 265	10-49 530	50-499 123	500+ 86		
			Taille (#) Couronnes suédoises	1-4 n.a.	5-9 3 125	10-49 1 141	50-499 295	500+ 207		

TABLEAU 3 (suite)

Auteur (année)/lieu	Impôt, taxe étudié	Indicateur du coût (ratio)	Relation coût-taille							
			Taille (000 \$) Ratio (%)	< 250 0,46	250-500 0,15	500-750 0,12	750-2 000 0,08	2 000-5 000 0,07	5 000 + 0,05	
Slemrod et Blumenthal (1996) États-Unis	• Impôt sur le revenu corporatif	• Coût/volume des ventes moyen								
Allers (1994) Hollande	• Toutes taxes	• Coût par nombre d'employés	Taille (#) Guilders	0-4 7,1	5-9 2,3	10-19 1,3	20-49 1,1	50-99 0,8	100-499 0,4	500+ 0,2
Ariff, Zubaidah et Loh (1997) Singapour	• Impôt sur le revenu corporatif	• Coût/chiffre d'affaires	Taille (Groupe) Ratio (%)	Petite 4,0	Moyenne 2,9	Grande 0,8				
Evans, Ritchie, Tran-Nam et Walpole (1997) Australie	• Ensemble des impôts et taxes	• Coût/chiffre d'affaires	Taille (Groupe) Ratio (%)	Petite 3,4	Moyenne 0,17	Grande 0,18				
Plamondon (1997) Canada	• Toutes taxes	• Coût/chiffre d'affaires	Taille (000 \$) Ratio (%)	< 50 5,7	50-100 3,3	100-250 2,2	250-500 1,2	500-1 000 0,8	1 000-2 000 0,4	2 000-5 000 0,2

NOTE : n.a. (non admissible).

L'examen du tableau 1 nous apprend que :

- les coûts sont définis de la façon la plus complète et la plus large possible dans toutes les études. Ils englobent, en fait, le coût du temps, évalué au salaire horaire approprié (correspondant à chaque niveau hiérarchique), les coûts monétaires associés à l'utilisation des équipements, ordinateurs, etc., et les horaires versés à une expertise externe, s'il y a lieu;
- les études portent sur diverses taxes et impôts et, règle générale, en étudient plus d'un à la fois. Les auteurs cherchent à distinguer les coûts associés à chaque type de taxe, par souci de détail et de précision (Sandford, Godwin et Hardwick, 1989; Pope, Fayle et Chen, 1994; Sandford et Hasseldine, 1992; Ariff, Zubaidah et Loh, 1997). Les dernières études mettent l'accent sur l'impôt sur le revenu corporatif, impôt dont l'opportunité est souvent remise en question étant donné la mobilité du capital et la compétition fiscale entre États. Les coûts de conformité peuvent être vus comme un des aspects du fardeau de cet impôt;
- la période de temps étudiée est une année d'exercice et l'aire géographique un pays;
- les taux de couverture et de réponses varient d'une étude à l'autre;
- le sondage par envoi postal reste la technique de collecte des données la plus utilisée. Deux études (Sandford, Godwin et Hardwick, 1989; Brown et Vaillancourt, 1986) ont, par ailleurs, procédé à des entrevues en face-à-face. À l'exception des études de Sandford (1989, 1995), cette technique de sondage est généralement utilisée pour des échantillons de petite taille (Plamondon, 1993; Wallschutzky, 1994).

Les résultats de ces études, résumés au tableau 2, sont les suivants :

- les coûts encourus représentent, en général, un petit pourcentage (moins de 10 %) du revenu de l'impôt perçu. Les coûts sont plus importants en pourcentage du montant dû pour les taxes de ventes (TVA, TPS, etc.). Ceci s'explique en partie par le fait qu'un bon nombre de percepteurs de ces taxes en récoltent peu tout en devant encourir des coûts fixes de conformité;
- les coûts de conformité, exprimés en pourcentage d'un indicateur de taille de l'entreprise, diminuent lorsque cette taille (mesurée par le chiffre d'affaires, le revenu ou le nombre d'employés) augmente, comme l'indique le tableau 3. Cette relation n'est pas linéaire : la baisse du coût est, en effet, moins que proportionnelle à l'augmentation de la taille;
- les coûts de conformité sont d'autant plus importants que la procédure de taxation, à laquelle l'entreprise doit se conformer, est complexe, le degré de complexité étant mesuré par le nombre de taux d'imposition et d'exemptions (Brown et Vaillancourt, 1986; Sandford et Hasseldine, 1992) ou de juridictions fiscales (Slemrod et Blumenthal, 1996; Erard, 1997). La stabilité du système fiscal favorise également la minimisation de ces coûts (Sandford, Godwin et Hardwick, 1989).

- une attitude négative vis-à-vis d'une taxe ou d'un impôt quelconques a tendance à faire augmenter les coûts de perception (Malmer, 1995).
- la perception de divers impôts et taxes engendre un flux de liquidité qui est en général bénéfique pour l'entreprise, dans la mesure où la rémunération qu'elle en tire couvre une partie ou l'ensemble des coûts encourus (Sandford, Godwin et Hardwick, 1989; Evans, Ritchie, Tran-Nam et Walpole, 1997). Cette dernière étude rapporte également des coûts tenant compte de la déductibilité fiscale des coûts des entreprises.

3. LES COÛTS ENCOURUS PAR LES INDIVIDUS

Nous présentons sept études traitant des coûts de conformité encourus par les individus à l'aide de deux tableaux. Dans le premier, le tableau 4, nous présentons, selon le même schéma que celui utilisé au tableau 1, la méthodologie des études, et dans le second, le tableau 5, les principaux résultats des études.

TABLEAU 4

CADRE MÉTHODOLOGIQUE DES ÉTUDES DE COÛTS DE CONFORMITÉ ENCOURUS PAR LES INDIVIDUS

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Méthode (année des données)	Taille/nature de l'échantillon	Taux de couverture	Taux de réponses	Définition des coûts	Évaluation des coûts
Vaillancourt (1989) Canada	• Impôt sur le revenu personnel	• sondage face-à-face	• 2 040 individus	0,013 %	100 %	<ul style="list-style-type: none"> • temps consacré aux obligations de l'impôt • travail rémunéré des services spécialisés 	<ul style="list-style-type: none"> • la valeur du temps retenue est mesurée par le taux salarial avant impôt • coût monétaire des services spécialisés
Pope, Fayle et Duncanson (1990) et Pope (1995) Australie	• Impôt sur le revenu personnel	• sondage postal (1988)	• 6 737 individus	0,013 %	16,3 %	• nombre d'heures consacrées à l'obligation fiscale	• La valeur du temps est évaluée par le taux salarial avant impôt
Blumenthal et Slemrod (1992) Minnesota	• Impôt sur le revenu personnel	• sondage postal (1989-1990)	• 2 000 individus	0,12 %	43,2 %	<ul style="list-style-type: none"> • temps alloué à l'obligation de payer l'impôt • assistance professionnelle 	• La valeur du temps est mesurée par le taux salarial après impôt (du fédéral et de l'État)
Delgado et Diaz (1995) Espagne	• Impôt sur le revenu personnel	• sondage face-à-face (1989)	• 2 355 individus sur 2 500 ayant accepté de commencer l'entrevue	0,026 %	100 %	<ul style="list-style-type: none"> • temps consacré à l'obligation fiscale (collecter l'information, remplir les déclarations, etc.) <ul style="list-style-type: none"> – temps de l'assistance non rémunérée • travail rémunéré des conseillers fiscaux 	<ul style="list-style-type: none"> • la valeur du temps (brut) est estimée par le répondant • coûts monétaires reliés au recours à des services spécialisés

TABLEAU 4 (suite)

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Méthode (année des données)	Taille/nature de l'échantillon	Taux de couverture	Taux de réponses	Définition des coûts	Évaluation des coûts
Allers (1994, 1995) Hollande	<ul style="list-style-type: none"> • Impôt sur le revenu personnel • Impôt sur la richesse 	<ul style="list-style-type: none"> • sondage face-à-face (1992) + questionnaire laissé deux semaines et repris ensuite 	<ul style="list-style-type: none"> • 24 920 individus approchés • 10 992 répondants 	0,09 %	44 %	<ul style="list-style-type: none"> • temps consacré à la tâche d'acquiescement • aide non rémunérée (conjoint ou amis) • recours à une expertise rémunérée 	<ul style="list-style-type: none"> • valeur du temps telle qu'estimée par le répondant • coûts monétaires
Malmer (1995) Suède	<ul style="list-style-type: none"> • Impôt sur le revenu personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • sondage postal (1992) 	<ul style="list-style-type: none"> • 12 000 individus 	0,15 %	67 %	<ul style="list-style-type: none"> • temps consacré à la tâche d'acquiescement • aide non rémunérée (conjoint ou amis) • recours à une expertise rémunérée 	<ul style="list-style-type: none"> • valeur du temps (brut) mesurée par le taux salarial • coûts monétaires
Evans, Ritchie, Tran-Nam et Walpole (1997) Australie	<ul style="list-style-type: none"> • Impôt sur le revenu personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • sondage postal (1995) 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 996 payeurs de taxes 	0,01 %	50 %	<ul style="list-style-type: none"> • temps consacré à la tâche • recours à une expertise rémunérée • dépenses diverses 	<ul style="list-style-type: none"> • valeur du temps telle qu'exprimée par le répondant (salaire de réserve, net d'impôt) • coûts monétaires

TABLEAU 5

PRINCIPALES CONCLUSIONS DES ÉTUDES DE COÛTS DE CONFORMITÉ ENCOURUS PAR LES INDIVIDUS

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Moyenne des coûts en %	Conclusions de l'étude
Vaillancourt (1989) Canada	• Impôt sur le revenu personnel	• 2,5 % du revenu de l'impôt	<ul style="list-style-type: none"> • les coûts sont plus élevés pour les hommes que pour les femmes, augmentent puis diminuent avec l'âge, sont plus bas pour les individus célibataires et augmentent avec la scolarité • les coûts augmentent systématiquement avec le revenu et avec le degré de complexité de la situation fiscale de l'individu. Ils sont plus élevés pour les travailleurs autonomes • les contribuables préparant leur propre déclaration lui consacrent 5,5 heures en moyenne, ceux qui la confient à des spécialistes paient 69 \$
Pope, Fayle et Duncanson (1990) Australie	• Impôt sur le revenu personnel	• 4,3 à 10,8 % du revenu de l'impôt	<ul style="list-style-type: none"> • Le principal déterminant des coûts est la complexité de la situation fiscale du contribuable. Les travailleurs autonomes encourrent des coûts plus élevés
Blumenthal et Slemrod (1992) Minnesota	• Impôt sur le revenu personnel	• 353,70 \$ par répondant en 1989	<ul style="list-style-type: none"> • la réforme fiscale introduite en 1986 a entraîné une hausse des coûts à cause du degré de complexité plus élevé de la nouvelle loi fiscale • les ménages ayant les plus hauts et les plus bas revenus encourrent les coûts les plus élevés • les coûts sont considérablement plus élevés pour ceux travaillant à leur compte • le coût total des ressources augmente avec le niveau de l'éducation
Delgado et Diaz (1995) Espagne	• IRPF	• 3,3 % du revenu de l'impôt	<ul style="list-style-type: none"> • la valeur du temps représente 73 % du coût total • la majorité des contribuables ont recours à une aide extérieure (non rémunérée, en général) à cause des difficultés de compréhension des formulaires et des instructions qui l'accompagnent • le recours à l'assistance, rémunérée ou non, diminue avec l'éducation et le revenu • le coût monétaire est régressif, la proportion des contribuables à bas revenus ayant recours à une assistance externe rémunérée est similaire à celle des contribuables à haut revenu; la dépense liée à cette assistance coûtera, par ailleurs, plus cher au contribuable à bas revenu qu'à celui à haut revenu (en termes relatifs)

TABLEAU 5 (suite)

Auteurs (année)/lieu	Impôts ou taxes étudiés	Moyenne des coûts en %	Conclusions de l'étude
Allers (1994, 1995) Hollande	<ul style="list-style-type: none"> • Impôt sur le revenu personnel • Impôt sur la richesse 	<ul style="list-style-type: none"> • 1,4 % du revenu de l'impôt • 17 % du revenu de l'impôt 	<p>Impôt sur le revenu</p> <ul style="list-style-type: none"> • le contribuable moyen a besoin de : <ul style="list-style-type: none"> – 3 heures de son propre temps et de 1,5 heure d'aide non rémunérée pour acquitter l'impôt sur le revenu personnel – 2,3 heures de son propre temps et de 1,5 heure d'aide non rémunérée pour acquitter l'impôt sur les services de santé • le temps consacré à la déclaration augmente avec l'âge, l'éducation, le revenu familial • le recours à l'aide non rémunérée est relativement substantiel pour les femmes, les contribuables soumis à l'impôt sur les services de santé, mais décroît avec la scolarité et le revenu • les coûts augmentent avec l'âge et décroissent avec l'éducation et le revenu
Malmer (1995) Suède	<ul style="list-style-type: none"> • Impôt sur le revenu personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • 1,0 % du revenu de l'impôt 	<ul style="list-style-type: none"> • la réforme fiscale introduite en 90-91 a simplifié la procédure d'acquittement, ce qui a réduit le coût de perception de 20 % par rapport à ce qu'il était avant la réforme • les individus à leur compte ou vendant des actifs ont des coûts plus élevés
Evans, Ritchie, Tran-Nam et Walpole (1997) Australie	<ul style="list-style-type: none"> • Impôt sur le revenu personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • 4,0 % du revenu de l'impôt • 0,34 % du PIB 	<ul style="list-style-type: none"> • les travailleurs autonomes ont des coûts plus élevés

Le tableau 4 indique que :

- les coûts de conformité englobent la valeur du temps alloué à l'obligation de payer l'impôt et les sommes d'argent déboursées pour de l'assistance professionnelle. La valeur du temps a été mesurée soit par le taux salarial horaire avant impôt (Vaillancourt, 1989; Pope, Fayle et Duncanson, 1990), soit par celui établi après impôt (Blumenthal et Slemrod, 1992);
- la collecte des données se fait soit par des entrevues face-à-face (Vaillancourt, 1989 et Allers, 1994), soit par l'envoi de questionnaires postaux.

Le tableau 5 permet de conclure que :

- les coûts encourus par les individus se situent entre 3 et 7 % du revenu de l'impôt, sauf en Australie et en Hollande. Dans le cas de l'Australie, l'auteur rapporte un ensemble d'estimations allant de 4,3 à 10,8 %; il préfère la valeur de 10,8 %. Ce pourcentage élevé s'explique par son estimation élevée de la valeur du temps des payeurs de taxes. Dans le cas de la Hollande (Allers, 1994), où ils n'atteignent que 1,4 % du revenu, l'auteur attribue ceci au fait que la majeure partie de l'impôt en question est prélevée par l'employeur à la source;
- la complexité de la situation fiscale de l'individu augmente les coûts de perception;
- les coûts de conformité sont considérablement plus importants pour les personnes travaillant à leur compte que pour celles qui sont salariées.

CONCLUSION

Alors qu'au cours des années soixante-dix il y avait un engouement pour la théorie de la taxation optimale (voir Sandmo, 1976), pour une présentation synthétique), on constate dans les années quatre-vingt-dix que le souci de réconcilier théorie et pratique fiscale amène les spécialistes à parler plutôt de système fiscal optimal (Slemrod, 1990; Alm, 1996). De tels systèmes s'élaborent en tenant compte non seulement des distorsions dans les comportements des agents associés à une certaine fiscalité (offre de travail, épargne), mais également des coûts administratifs (publics) et de conformité (privés) de la fiscalité. Ce texte, en présentant une recension de 15 études récentes sur les coûts de conformité, permet à ceux intéressés par cette approche de disposer facilement de l'information pertinente pour l'un des coûts retenus. À leur examen, on note que tenant compte des différences entre les études (méthodologie, système fiscal), il y a concordance dans les résultats pour les entreprises sur l'importance des coûts par rapport au PIB et sur l'effet de la taille sur ces coûts alors que pour les individus les divergences sont plus importantes.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLERS, M. (1994), *Administrative and Compliance Costs of Taxation and Public Transfers in the Netherlands*, Wolters-Noordhoff, Groningen.
- ALLERS, M. (1995), « Tax Compliance Costs in The Netherlands », dans SANDFORD, C. (1995), *Tax Compliance Costs Measurement and Policy*, Bath: Fiscal Publications, p. 173-195.
- ALM, J. (1996), « What is an 'Optimal' Tax System? », *National Tax Journal*, 49 : 117-134.
- ARIFF, M., I. ZUBAIDAH, et A.L.C. LOH, (1997) « Compliance Costs of Corporate Income Taxation in Singapore », *Journal of Business Finance and Accounting*, 24(9/10) : 1 253-1 268.
- BLUMENTHAL, M., et J. SLEMROD (1992), « The Compliance Cost of the US Individual Income Tax System, a Second Look after Tax Reform », *National Tax Journal*, XLV(2) : 185-202.
- BROWN, J., et F. VAILLANCOURT (1986), « The Administrative and Compliance Costs of the Federal Sales Tax System », Arthur Andersen, Report for the Department of Finance.
- DELGADO, M.L., et C. DIAZ (1995), « Personal Income Tax Compliance Costs in Spain », dans SANDFORD, C. (1995), *Tax Compliance Costs Measurement and Policy*, Bath: Fiscal Publications, p. 226-262.
- ERARD, B. (1996), « The Income Tax Compliance Burden on Canadian Big Business », Working Paper 97-2, Technical Committee on Business Taxation, Ottawa.
- ERARD, B. (1997), *Le fardeau d'observation des règles fiscales pour les petites et moyennes entreprises canadiennes*, document de travail 97-12, Comité technique de la fiscalité des entreprises, Ottawa.
- EVANS, C., K. RITCHIE, B. TRAN-NAM, et M. WALPOLE (1997), *A Report into Taxpayer Costs of Compliance*, ATO, Commonwealth Information Services, Canberra.
- EVANS, C., K. RITCHIE, B. TRAN-NAM, et M. WALPOLE (1997a), *A Report into the Incremental Costs of Taxpayer Compliance*, ATO, Canberra, Commonwealth Information Services.
- FRIEDMAN, D.A., et J. WALDFOGEL (1995), « The Administrative and Compliance Cost of Manual Highway Toll Collection Evidence from Massachusetts and New Jersey », *National Tax Journal*, 48 : 217-228.
- GUNZ, S., A. MACNAUGHTON, et F. WENSLEY (1995), « Measuring the Compliance Costs of Tax Expenditures: The Case of Research and Development Incentives », *Canadian Tax Journal*, 43 : 2 008-2 034.
- HASSELLDINE, J. (1995), « Compliance Costs of Business Taxes in New-Zealand », dans SANDFORD, C. (1995), *Tax Compliance Costs Measurement and Policy*, Bath: Fiscal Publications, p. 126-141.

- MALMER, H. (1995), « The Swedish Tax Reform in 1990-1991 and Tax Compliance Costs in Sweden », dans SANDFORD, C. (1995), *Tax Compliance Costs Measurement and Policy*, Bath: Fiscal Publications, p. 226-262.
- NATIONAL AUDIT OFFICE (1994), *Cost to Business of Complying with VAT Requirement*, London HMSO 1994, House of Commons Paper no. 319.
- PLAMONDON & ASSOCIATES (1993), *GST Compliance Costs for Small Business in Canada*, Department of Finance.
- PLAMONDON & ASSOCIATES (1997), *Cutting the Costs of Tax Collection Down to Size*, Public Policy Forum/Revenue Canada.
- POPE, J. (1995), « The Compliance Costs of Major Taxes in Australia », dans SANDFORD, C. (1995), *Tax Compliance Costs Measurement and Policy*, Bath: Fiscal Publications, p. 101-125.
- POPE, J., R. FAYLE, et D.L. CHEN (1993a), *The Compliance Costs of Employment-Related Taxation*, Australian Tax Research Foundation, Sydney.
- POPE, J., R. FAYLE, et D.L. CHEN (1993b), *The Compliance Costs of the Wholesale Sales Tax*, Australian Tax Research Foundation, Sydney.
- POPE, J., R. FAYLE, et D.L. CHEN (1994), *The Compliance Costs of Companies' Income Taxation*, Australian Tax Research Foundation, Sydney.
- POPE, J., R. FAYLE, et M. DUNCANSON (1990), *The Compliance Costs of Personal Income Taxation in Australia, 1986/87*, Australian Tax Research Foundation, Sydney.
- SANDFORD, C. (1989), « General Report Administrative and Compliance Costs of Taxation », *Cahiers de droit fiscal international*, 74b : 19-40.
- SANDFORD, C. (1995), *Tax Compliance Costs Measurement and Policy*, Bath: Fiscal Publications, 413 pages.
- SANDFORD, C., M. GODWIN, et P. HARDWICK (1989), *Administrative and Compliance Costs of Taxation*, Bath: Fiscal Publications.
- SANDFORD, C., et J. HASSELDINE (1992), *The Compliance Costs of Business Taxes in New-Zealand*, Wellington, Institute of Policy Studies, Victoria University.
- SANDMO, A. (1976), « Optimal Taxation – An Introduction to the Literature », *Journal of Public Economics*, 6 : 37-54.
- SLEMROD, J. (1990), « Optimal Taxation and Optimal Tax Systems », *Journal of Economic Perspectives*, 4, 157-178.
- SLEMROD, J., et M. BLUMENTHAL (1996), « The Income Tax Compliance Cost of Big Business », *Public Finance Quarterly*, 24 : 411-438.
- VAILLANCOURT, F. (1987), « The Compliance Costs of Taxes on Business and Individuals: A Review of the Evidence », *Finances publiques/Public Finance* (42), 395-414.
- VAILLANCOURT, F. (1989), *The Administrative and Compliance Costs of the Personal Income Tax and Payroll Tax System in Canada, 1986*, Canadian Tax Paper no 86, Toronto Canadian Tax Foundation.

- VAILLANCOURT, F. (1993), « The Compliance Costs of Sales Taxes in Canada: Evidence from the Eighties, Prospects for the Nineties », Symposium on the Simplification of the Federal/Provincial Sales Tax System, Toronto, Canadian Tax Foundation.
- WALLSCHUTZKY, I. (1994), « Cost of Compliance for Small Business: Results from Twelve Case Studies in Australia », dans SANDFORD, C. (1995), *Tax Compliance Costs Measurement and Policy*, Bath: Fiscal Publications, p. 275-298.
- WURTS, B. (1995), « Report on the Plamondon Compliance Cost Study for the Canadian Goods and Services Tax », dans SANDFORD, C. (1995), *Tax Compliance Costs Measurement and Policy*, Bath: Fiscal Publications, p. 299-320.